

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 12 NOVEMBRE

LE PANNEAU SYNDICAL SUD ÉDUCATION #066 • DÉBUT NOVEMBRE 2018

Toutes et tous en grève le 12 novembre !

Le ministère a annoncé 2600 suppressions de postes. Dans un contexte de hausse démographique, il s'agit d'une attaque en règle contre les conditions de travail des personnels, mais aussi celles des élèves. Ces suppressions de postes ne peuvent être déconnectées des réformes Blanquer qui organisent l'école du tri social : Parcoursup, réforme du bac et du lycée général et technologique, réforme de la voie professionnelle, démantèlement du service public d'orientation... La Loi Blanquer, présentée à la veille des vacances, poursuit le travail de sape : cadeau au privé dans le cadre de l'obligation de scolarité dès 3 ans, reprise en main autoritaire de la formation des enseignant-e-s, possibilité de légiférer par ordonnance sur l'organisation territoriale... SUD éducation a voté contre la loi Blanquer en Conseil supérieur de l'éducation le lundi 15 octobre, et n'a pas participé au jeu des amendements. Pour les postes, contre les réformes, SUD éducation appelle tous les personnels à la grève le 12 novembre, et à mettre en débat ses suites dans les assemblées générales.

Attaques contre les statuts : le gouvernement accélère

L'offensive du gouvernement contre le système éducatif, c'est aussi actuellement une offensive contre les statuts et les droits des personnels, dans le cadre du rapport CAP 22 : suppression du paritarisme, multiplication du recours à la contractualisation... Le 29 octobre, le premier ministre présentait en comité interministériel son projet de réforme, assurant reprendre les trois quarts des préconisations de CAP 22. Sans surprise, les conclusions vont toujours plus loin dans la destruction des droits et des services publics : dématérialisation, contractualisation, éclatement des cadres de gestion.

#pasdevague : contre les solutions sécuritaires

L'agression d'une enseignante à Créteil a été suivie par une vague d'indignation sur les réseaux sociaux, par le biais de messages accompagnés du hashtag #pasdevague. Ces messages racontaient la souffrance au travail des collègues, et l'indifférence, sinon le mépris, de la hiérarchie. La récupération par le ministère ne s'est pas fait attendre. Le 30 octobre, le ministre annonçait ainsi ses mesures de lutte contre la violence à l'école. Sans surprise, le ministre exploite la souffrance au travail des enseignant-e-s pour donner des gages aux franges les plus réactionnaires de la société. Ces mesures versent ainsi dans la surenchère sécuritaire : policier-e-s dans les écoles, simplification des conseils de discipline, ouverture de centres éducatifs fermés... SUD éducation dénonce fermement et sans ambiguïté ces mesures rétrogrades et affirme haut et fort que la solution ne viendra pas d'une approche sécuritaire mais de réels moyens pour l'éducation : création massive de postes, baisse du nombre d'élèves par classe, fin de la précarité.



LE GOUVERNEMENT ENVISAGE LA PRÉSENCE DE POLICIERS DANS LES ÉCOLES.

**POUR VOUS TENIR
AU COURANT DES LUTTES,
DE L'ACTUALITÉ SYNDICALE :**
WWW.SUDEDUCATION.ORG